



Liminaire CDEN 21 02 19  
CGT Educ'action 77

Mme la Préfète, Mme la vice-présidente du Conseil départemental, Mme l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Pour la première déclaration de la CGT Educ'action 77 en CDEN, je voulais commencer par vous parler de George Orwell. La lecture des œuvres de George Orwell est, pour toute personne qui fréquente l'Éducation Nationale, édifiante, instructive, mais aussi source de confusions. En effet un usage trop fréquent de 1984 comme livre de chevet peut nous amener à ne plus bien distinguer la réalité de la fiction : par exemple, le « Ministère de la Vérité », est-ce une trouvaille de la novlangue orwellienne, ou des éléments de langage gouvernementaux à propos des fake news ? « L'école de la confiance », est-ce un concept de notre ministre ou du célèbre écrivain anglais ? « L'école de l'inclusion » ? « Le Ministère de l'Amour » ? George Orwell ou Jean-Michel Blanquer ?

Nous le savons, les éléments de langage sont destinés à empêcher toute pensée subversive et même toute analyse (qui pourrait être contre le « 100 % réussite » ou « l'école de l'inclusion » par exemple ?). Une fois dissipés ces écrans de fumée, reste néanmoins la question : de quoi l'école de la confiance est-elle vraiment le nom ? Confiance de qui, en quoi, et envers qui d'ailleurs ?

Le gouvernement n'a visiblement pas une grande confiance en lui-même, ni en ses citoyens, pour encadrer toujours davantage les libertés publiques. On imagine mal un Etat sûr de lui limiter le droit de manifestation (au travers de la dite « loi anti-casseurs, qui vous donne, Mme la Préfète, des pouvoirs inédits) ou limiter la liberté d'expression de ses agents (la loi dite de « l'école de la confiance » cherchant ainsi à restreindre les prises de parole des enseignants, ce que la novlangue orwellienne traduirait par « La confiance, c'est le contrôle »). La Renaissance et les Lumières ont placé l'esprit humain, avec son sens critique, comme le principal moteur du progrès, et c'est toute la justification de l'Ecole républicaine : confiance en l'Homme, confiance en son éducatibilité, confiance en son progrès. « Je ne suis pas d'accord avec vous, mais je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que vous puissiez le dire » : ce précepte humaniste s'appliquera-t-il demain aux enseignants contestataires, ou aux délégations qui manifestent en ce moment même devant la Préfecture ?

Plus prosaïquement, les personnels veulent non pas de la confiance ou de la bienveillance, mais ils en attendent des preuves concrètes : une preuve très simple de bienveillance, ce serait d'augmenter le point d'indice et de titulariser les précaires. « En tant qu'employeur, nous vous faisons confiance, donc nous vous gardons et nous vous augmentons. » On ne parle visiblement pas de cette confiance-là dans l'école de Jean-Michel Blanquer.

La confiance, combien de divisions ? Combien de postes ? La bienveillance donc, mais avec quels moyens ? Dans le Primaire en Seine-et-Marne, nous avons près de 180 fermetures envisagées. Dans nos collèges, malgré des effectifs en hausse, il y aura bien des suppressions d' « équivalents temps pleins », la dotation étant surtout gonflée d'heures supplémentaires. Pour effectuer leurs heures en compléments de service, les professeurs à cheval sur plusieurs établissements vont se multiplier, avec tous les problèmes de déplacement et d'emploi du temps que cela implique. Sur un logiciel, ce sont peut-être quelques lignes à changer, mais pour les personnels et les élèves ce seront des conditions de travail fortement dégradées. Les collègues ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, et sont fortement mobilisés.

Comment parler aussi de confiance sans transparence ? Des algorithmes de Parcoursup aux critères de classement en REP ou REP +, le système scolaire devient de plus en plus illisible, y compris pour ses personnels. Beaucoup de principaux, effrayés par la dotation de leur collège, sont tentés de ne pas la présenter en Conseil d'Administration, ou le plus tard possible, contournant ainsi les instances représentatives des personnels, des élèves et des familles. Les informations manquent : comment s'est faite la dotation horaire globale des collèges du 77 ? Pourquoi n'y a-t-il plus

d'équivalents aux ZEP rurales ? Comment fait-on pour rentrer dans le dispositif d'Education prioritaire ? L'opacité dans la dotation et sa répartition se retrouve en Primaire, où on ne sait plus à partir de combien d'élèves on ferme ou on ouvre une classe, au nom de la différenciation et d'un suivi personnalisé, au cas par cas. Parlons-nous là de bienveillance, ou d'arbitraire ? Pour toutes ces raisons, à la CGT Educ'action 77, nous revendiquons de la maternelle au lycée un système fortement progressif de surdotations en moyens (heures, postes ou effectifs élèves) sur critères sociaux et scolaires, ces critères étant rendus publics et empêchant les effets de seuil (vous êtes en REP ou vous n'y êtes pas). Nous avons des propositions, l'Administration a déjà les outils nécessaires, il manque la volonté politique de faire cette dotation transparente.

Si le concept de « confiance » sonne creux pour l'Education Nationale, et dans l'ensemble pour les services publics de notre département, il n'en est pas de même pour tout le monde. Certains reçoivent des preuves touchantes, sonnantes et trébuchantes de la confiance que leur accorde l'Etat, une confiance presque absolue, où on ne cherche ni à évaluer ni à contrôler l'usage des deniers publics. Parlons des dirigeants et des actionnaires du groupe industriel Sequana, groupe qui comme vous le savez possédait entre autres la papeterie Arjo Wiggins Security de Jouy sur Morin. Ce groupe a reçu des dizaines de millions d'aides de l'Etat via la BPI, les élus locaux ont voté en toute confiance une subvention de 600 000 euros pour un nouveau pont, pour qu'au final Sequana se débarrasse de l'usine et de ses 240 salariés en 2 temps : faire racheter Arjo Wiggins par le fond -vautour Blue Motion l'an dernier, laisser aujourd'hui Blue Motion mettre la clé sous la porte avec un minimum d'indemnités à payer. Que fait l'Etat de cette confiance mal placée ? Dans ce soin de Seine-et-Marne où on ferme les usines (Arjo aujourd'hui, demain Villeroy et Boch à la Ferté Gaucher), le gouvernement propose à la population de supprimer 7 classes primaires et 1 section de 6<sup>ème</sup> au collège de Rebais. C'est la désertification qui progresse, et l'Etat apporte des pelletées de sable.

Parlons en fait de toutes ces entreprises de Seine-et-Marne qui, comme Sequana hier, reçoivent le ruissellement confiant du CICE : 40 milliards par an pour toute la France, avec aucune contrepartie tangible à ce jour. Divisons grossièrement par le nombre de départements, nous arrivons à 400 millions pour le 77. Combien de postes et d'heures pourrions-nous maintenir et créer avec cet argent public ? Combien d'AESH, de contractuels pourraient être embauchés ? Combien d'élèves pourraient suivre les options qui les intéressent ? Sans parler des autres services publics en cure d'austérité : les hôpitaux, les EHPADs, les impôts... Nous aurions pu épargner à tous ces parents, personnels, élus présents ce jour devant la préfecture les frais d'un déplacement, les efforts pour tracter, mobiliser, convaincre et faire signer leur pétition, parce que la richesse est là : l'argent du CICE pourrait servir à nos écoles, à nos collèges. Mais il faudrait que le gouvernement accorde aux services publics le même genre de confiance que celle qu'il accorde aux grandes entreprises, aux contributeurs de l'ISF ou aux marchés.

Avec 120 000 postes supprimés dans nos services publics d'ici la fin du quinquennat, cette confiance n'est pas d'actualité. La CGT entend donc continuer dans l'unité la plus large les luttes actuelles des écoles et collèges de Seine-et-Marne.